

Editorial Science & Motricité n°57 - 2006

A l'heure où j'écris cet éditorial, les étudiants des UFR STAPS battent le pavé parisien pour protester contre les attaques que subit à l'heure actuelle leur filière. Au-delà de la réduction du nombre de postes au CAPEPS, qui a été le catalyseur du mouvement de protestation, c'est surtout une remise en cause de l'utilité et du bien-fondé des STAPS qui est actuellement à l'œuvre. Les déclarations réitérées du ministre de l'Éducation Nationale ne laissent à ce titre planer aucun doute sur les représentations que le pouvoir actuel cultive à l'égard de la filière : trop d'étudiants, formés à trop haut niveau, dans un secteur où l'emploi ne justifie pas un tel niveau de qualification.

L'universitarisation des STAPS, à partir de 1975, était fondée sur l'idée que les activités physiques et sportives constituaient un enjeu essentiel pour nos sociétés. Elles représentaient un aspect central de la vie des individus, de leur équilibre personnel, de leur éducation, de leur santé, et l'encadrement de ces activités devait être confié à des personnels hautement qualifiés, bénéficiant d'une formation universitaire. Au-delà des préoccupations politiciennes du moment, c'est sur ces principes fondateurs qu'il convient de revenir. Et l'ACAPS, en tant qu'association représentative de la recherche en activités physiques et sportives, ne peut être insensible à un débat qui remet quelque part en cause sa raison d'être. Nous sommes en effet persuadés que la pertinence des intervenants et des gestionnaires du secteur des activités physiques et sportives ne doit pas se borner à l'application de techniques préétablies. Ces personnels doivent être capables d'adaptation, de créativité, d'innovation permanente, pour mener avec succès leur missions, au service du bien commun. Cette adaptabilité nécessite une capacité à l'analyse, à la prise de recul, à la remise en question que seule une formation longue, universitaire, adossée à la recherche, peut procurer. C'est pourquoi nous croyons plus que jamais que le projet fondateur de la filière STAPS doit être défendu.

Dans une vision libérale de la société, mettant la rentabilité et la réduction des coûts au centre des préoccupations, il est clair que la tentation est forte de remiser l'encadrement des activités physiques et sportives au registre des secteurs accessoires, dont l'État pourrait sans problème se désengager, en abandonnant la responsabilité aux individus, aux familles, et au secteur privé. Le danger est évidemment celui d'une déréglementation des exigences de qualification, et à terme la remise en question des formations et de la recherche en STAPS.

Pour en rester plus spécifiquement au niveau de la recherche, le danger d'une telle évolution serait aussi celui d'une centration de fait des laboratoires sur les projets « rentables » à court terme, parce que supportés par les exigences du marché. Avec pour conséquence un recul de la recherche fondamentale ou des projets représentatifs de problématiques moins vendables. Parce que l'ACAPS a toujours été sensible à la pluralité de la recherche, et à l'expression de la diversité des démarches de pensée, c'est évidemment avec inquiétude que nous observons la situation actuelle.

Didier Delignières